

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 3373/DEF/DCSSA/AAF/GF**  
relative à l'entretien des militaires à solde spéciale du service de santé des armées.

*Du 23 novembre 1995*

DIRECTION CENTRALE DU SERVICE DE SANTÉ DES ARMÉES : *sous-direction affaires administratives et financières ; bureau gestion financière.*

**INSTRUCTION N° 3373/DEF/DCSSA/AAF/GF relative à l'entretien des militaires à solde spéciale du service de santé des armées.**

*Du 23 novembre 1995*

NOR D E F E 9 5 5 4 1 3 7 J

---

*Référence :*

Voir ANNEXE.

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Une annexe.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 620-9.2.1, 621-1.2.2.1.

*Référence de publication :* BOC, 1996, p. 1093.

---

SOMMAIRE

Préambule.

CHAPITRE PREMIER. CHAMP D'APPLICATION.

CHAPITRE II. ENTRETIEN COURANT.

CHAPITRE III. HÉBERGEMENT.

CHAPITRE IV. SOLDE.

CHAPITRE V. ALIMENTATION.

CHAPITRE VI. DÉPLACEMENT.

CHAPITRE VII. INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE VIVRES.

CHAPITRE VIII. CARTE SMA, VOYAGE GRATUIT, REMBOURSEMENT DES RÉSERVATIONS, APPELÉS RÉSIDANT DANS UN PAYS ÉTRANGER DE PROXIMITÉ.

CHAPITRE IX. UTILISATION DES MOYENS DE TRANSPORT EN COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE.

CHAPITRE X. ENTRÉE EN VIGUEUR.

ANNEXE(S)

ANNEXE. TEXTES DE RÉFÉRENCE.

Visée par le contrôle financier le 17 novembre 1995 sous le n° 11462.

### **Préambule.**

Le décret 78-729 du 28 juin 1978 fixant le régime de solde des militaires dispose en son article 4, que les militaires à solde spéciale sont entretenus gratuitement par l'Etat.

La présente instruction a pour but de définir les conditions dans lesquelles les militaires à solde spéciale du service de santé des armées sont entretenus par les établissements du service de santé des armées.

## **CHAPITRE PREMIER. CHAMP D'APPLICATION.**

Les militaires à solde spéciale du service de santé concernés sont :

- les militaires appelés du contingent pour effectuer le service actif et ceux maintenus dans les conditions prévues aux articles L. 76 et L. 137 du code du service national ;
- les volontaires services longs (VSL) article L. 72 du code du service national ;
- les volontaires du service militaires féminin ;
- les élèves exclus des écoles militaires visés par l'article 98 de la loi du 13 juillet 1972 .

## **CHAPITRE II. ENTRETIEN COURANT.**

### **Habillement.**

Lorsqu'un établissement du service de santé ne dispose pas d'un magasin, l'habillement des militaires à solde spéciale est fourni par le corps support de cet établissement.

L'entretien des tenues militaires est effectué soit par l'établissement du service de santé où ils sont affectés, soit par le corps support. Les dépenses d'entretien sont imputées sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

### **Fournitures diverses (savon, cirage, etc.).**

Des fournitures sont distribuées ponctuellement aux militaires à solde spéciale en tant que de besoin dans des limites fixées par le chef de corps.

Ces dépenses sont imputées sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

### **Coiffeur.**

Les militaires à solde spéciale ont la possibilité de se faire couper les cheveux gratuitement. Si l'établissement ne dispose pas de coiffeur, une convention sera conclue avec un coiffeur civil [selon le modèle établi par la direction centrale du service de santé des armées (DCSSA)] à défaut d'accord avec une autre formation de la garnison. La dépense sera supportée par le budget de l'établissement.

### **Achat d'insignes de corps.**

Un insigne de corps est remis gratuitement à chaque militaire à solde spéciale le jour où il est affecté.

L'achat de ces insignes est effectué sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

### **Carte téléphonique.**

Une carte téléphonique de 50 unités est remise à chaque appelé du contingent lors de son incorporation.

Lorsque l'incorporation a lieu dans un corps de l'armée de terre, le remboursement des dépenses est effectué au profit de ce dernier par la direction du commissariat de l'armée de terre (*DICAT*) de rattachement sur des crédits mis en place par la direction centrale du service de santé des armées.

Lorsque l'incorporation a lieu dans un établissement du service de santé des armées, la dépense est imputée sur le budget de fonctionnement de cet établissement.

### **CHAPITRE III. HÉBERGEMENT.**

Les militaires à solde spéciale sont hébergés gratuitement dans l'enceinte militaire où ils sont affectés ou à défaut dans un corps de la garnison.

Le lavage des draps et le nettoyage des couvertures sont à la charge de l'établissement.

L'autorisation de loger à l'extérieur de l'enceinte militaire ne peut être accordée que par le chef d'établissement selon la réglementation en vigueur.

Cette autorisation ne peut pas être refusée au militaire marié ou au militaire célibataire ayant au moins un enfant à charge.

### **CHAPITRE IV. SOLDE.**

Le versement de la solde est effectué par les corps supports selon la réglementation en vigueur établie par la direction centrale du commissariat de l'armée de terre (*DCCAT*).

### **CHAPITRE V. ALIMENTATION.**

L'alimentation fait l'objet d'une instruction particulière établie par la direction centrale du service de santé des armées.

Pour les militaires affectés dans un établissement du service de santé des armées et nourris dans un organisme de l'armée de terre, le remboursement des primes d'alimentation est effectué par la direction du commissariat de l'armée de terre au corps support sur des crédits mis en place et selon les modalités fixées par la direction centrale du service de santé des armées.

### **CHAPITRE VI. DÉPLACEMENT.**

Les militaires à solde spéciale en mission ou en stage sont hébergés et nourris gratuitement par l'établissement d'accueil qui en demandera le remboursement à l'organisme d'administration.

Le militaire à solde spéciale ne peut donc pas prétendre au remboursement d'indemnité de nuitée ou de nourriture.

Aucun remboursement ne doit être effectué entre établissements du service de santé des armées.

Les frais de transports sont remboursés sur la base du tarif *SNCF* en deuxième classe selon la réglementation en vigueur, propre aux frais de déplacement.

## CHAPITRE VII. **INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE VIVRES.**

L'indemnité représentative de vivres est attribuée aux militaires à solde spéciale autorisés par le chef de corps à ne pas vivre à l'ordinaire dans le cadre des dispositions de l'article 2 du décret du 06 novembre 1930 (n.i. BOC ) modifié. Ainsi les militaires autorisés par le chef de corps à se loger par leurs propres moyens en dehors des bâtiments militaires ne peuvent prétendre à l'attribution de l'indemnité représentative de vivres que s'ils sont également autorisés par le chef de corps à ne pas prendre leur repas dans l'organisme militaire et amenés à se nourrir par leurs propres moyens.

Les modalités d'ouverture du droit et d'attribution font l'objet d'une instruction particulière.

## CHAPITRE VIII. **CARTE SMA, VOYAGE GRATUIT, REMBOURSEMENT DES RÉSERVATIONS, APPELÉS RÉSIDENT DANS UN PAYS ÉTRANGER DE PROXIMITÉ.**

Les militaires du service de santé des armées percevant la solde spéciale ont droit au transport gratuit à l'occasion de certaines permissions dans les conditions fixées par l' instruction 70024 /DEF/DCCAT/PBF/T du 25 janvier 1993 modifiée.

### **Carte du service militaire actif.**

Ces militaires sont dotés d'une carte du service militaire actif valable sur le parcours garnison domicile.

Cette carte permet d'obtenir d'une part le tarif militaire en 2e classe pour le trajet garnison-domicile et d'autre part des voyages gratuits.

### **Voyage gratuit.**

Les militaires susvisés ont droit à un voyage gratuit par mois de service militaire actif dès l'incorporation.

### **Réservations TGV.**

Lors d'un voyage gratuit mensuel le supplément variable de la réservation *TGV* déduction faite de la partie fixe réservation place assise est remboursé au militaire dans les conditions fixées par l'instruction citée dans le présent chapitre.

### **Appelés résident dans un pays étranger de proximité.**

Les militaires affectés en métropole ou en Allemagne et domiciliés dans un pays de proximité <sup>(1)</sup> bénéficient, à l'occasion de leurs permissions et dans la limite d'un voyage par mois, de la gratuité des frais de transport entre leur garnison et leur lieu de résidence en pays étranger, sur l'itinéraire le plus direct dans les conditions fixées par l'instruction citée dans le présent chapitre.

## CHAPITRE IX. **UTILISATION DES MOYENS DE TRANSPORT EN COMMUN DE LA RÉGION PARISIENNE.**

Pour les besoins du service, le personnel militaire à solde spéciale du ministère de la défense peut être amené à emprunter les moyens de transport en commun de la régie autonome des transports parisiens.

Ces dispositions ne concernent que le personnel affecté dans la région parisienne ne percevant pas en même temps des frais de déplacement.

### **Liaisons administratives pendant les heures de travail.**

L'emploi des moyens de transport *RATP* est limité :

- aux lignes du réseau ferré métro et sections urbaines du réseau express régional (*RER*) ;
- aux lignes de surface (autobus) du réseau urbain et de banlieue.

***Militaires à solde spéciale de l'administration centrale (DCSSA).***

Des tickets de métro-autobus peuvent être demandés par la *DCSSA* à la *DCCAT* avant le 1er novembre de chaque année selon les dispositions de l' instruction 70018 /DEF/DCCAT/PBF/T du 18 janvier 1995 .

***Militaires à solde spéciale affectés dans les autres formations de la région parisienne et effectuant des liaisons administratives pendant les heures de travail.***

Des tickets de métro-autobus peuvent être délivrés pour les besoins du service et achetés sur le budget de l'établissement auprès d'un dépôt de la *RATP* qui accepte les paiements différés (notamment au contrôle des recettes de la *RATP*, 118 bis, rue du Mont-Cenis, 75018 Paris).

Le suivi des tickets est effectué sur un registre. Les tickets sont remis contre émargement aux bénéficiaires.

**Trajets effectués par les militaires à solde spéciale entre le lieu d'hébergement et le lieu de travail.**

Les militaires à solde spéciale qui ne peuvent pas être logés sur place par leur formation d'emploi et ceux autorisés à loger à l'extérieur de l'enceinte militaire par leur chef de corps, sont dotés de titres de transport pour effectuer les trajets aller-retour entre le lieu d'hébergement et le lieu de travail.

Le choix du titre de transport (ticket de métro-autobus, carte orange) doit être guidé par le souci du moindre coût pour la formation. Les titres de transport, réalisés par la formation qui administre ces militaires du contingent, sont remis contre émargement aux bénéficiaires et suivis sur un registre.

**Utilisation des titres de transport.**

Afin d'éviter la double délivrance de titres de transport, chaque bureau ou service prend contact avec la formation d'administration pour savoir si celle-ci délivre des cartes oranges à son personnel. Dans l'affirmative, la carte orange est également utilisée pour toutes les liaisons de service.

**CHAPITRE X.  
ENTRÉE EN VIGUEUR.**

La présente instruction entrera en vigueur à compter du premier jour du mois suivant la publication au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le médecin général inspecteur, directeur central du service de santé des armées,*

Pierre METGES.

---

(1) Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Portugal, Allemagne, Royaume-Uni, Saint-Martin, Suisse, Vatican, Andorre.

ANNEXE.  
**TEXTES DE RÉFÉRENCE.**

Loi 71-424 du 10 juin 1971 (BOC/SC, p. 761 ; BOC/M, p. 545 ; modifiée, portant code du service national notamment par la loi 92-9 du 04 janvier 1992 (BOC, p. 26).

Décret 78-729 du 28 juin 1978 (BOC, p. 3303) modifié, fixant le régime de solde des militaires et notamment son article 4.

Décret 83-884 du 28 septembre 1983 (BOC, p. 5935) modifié, fixant la rémunération des militaires qui accomplissent leur service national en application des dispositions de l'article L. 72 du code du service national.

Instruction n° 1/DEF/INT/AG/S du 4 janvier 1982 (BOC, p. 1005, abrogée le 30 septembre 1996, BOC, p. 1827) modifiée, fixant les droits aux diverses allocations de solde des militaires de l'armée de terre.

Instruction 201330 /DEF/DFP/FM/2 du 20 juillet 1992 (BOC, p. 2916) relative aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements du personnel militaire sur le territoire métropolitain de la France.

Instruction 70024 /DEF/DCCAT/PBF/T du 25 janvier 1993 (BOC, p. 4465) modifiée, relative à la prise en charge par l'Etat des frais de transport des militaires à solde spéciale à l'occasion de certaines permissions.

Instruction 70018 /DEF/DCCAT/PBF/T du 18 janvier 1995 (BOC, p. 825) modifiée, relative à l'utilisation des moyens de transport en commun de la régie autonome des transports parisiens (*RATP*).